

ETRANGER / POLITIQUE



Bénin/Tentative de coup d'Etat

Le régime Talon rassure, mais au-delà des interrogations

Le Bénin donne depuis ce dimanche 7 décembre 2025 un spectacle politique aussi troublant qu'inquiétant. D'un côté, le pouvoir rassure, affirme que « tout est sous contrôle » et que la tentative de coup d'Etat a été ...

PAGE 4

SALUBRITÉ



Commune Moyen-Mono 2

Inauguration des infrastructures d'assainissement modernes à Kpomé

Dans le cadre de la coopération décentralisée, la Commune Moyen-Mono 2 a officiellement mis en service de nouvelles infrastructures d'assainissement et de soutien à l'agriculture. La cérémonie d'inauguration s'est tenue le mercredi 03 décembre à Kpomé, en présence du maire Edou Koffi Zomblewouh et des représentants ...

PAGE 9

TRANSPORT

Axe Lomé-Burkina Faso-Niger

La géolocalisation et les systèmes d'information interconnectés pour un transport plus fluide

PAGE 11

Cédéao

Le Parlement est devenu un maillon essentiel, selon sa présidente

Le jeudi 4 décembre 2025, le Parlement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a célébré ses 25 ans d'existence. C'était lors d'une cérémonie qui a eu lieu à Abuja au Nigeria.



PAGE 3



9ème Congrès panafricain

Les Africains et Afrodescendants donnent le ton à Lomé

Le 9ème Congrès panafricain démarre ce lundi matin 08 décembre, au Palais des congrès de Lomé. Plusieurs délégations étrangères sont déjà arrivées.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Togo : renforcement des mesures de sécurité à l'approche des fêtes

Les autorités togolaises serrent la vis. À l'approche des célébrations de fin d'année, elles ont annoncé « deux séries de mesures destinées à réduire les risques d'incidents et à encadrer les comportements à risque ». Une décision stricte, mais jugée nécessaire.

Premier rappel ferme : l'interdiction totale des pétards et feux d'artifice. Le ministre de la Sécurité, le colonel Calixte Batossie Madjoulba, rappelle que l'usage de ces produits est proscrit « depuis l'arrêté interministériel du 16 février 2021 ». Pas d'exception. Pas de tolérance ; les forces de sécurité saisiront « systématiquement les pétards et articles assimilés » et interpellent les contrevenants. Les contrôles toucheront aussi les corridors douaniers afin d'éviter toute entrée clandestine.

Deuxième volet : la vigilance anti-incendie. Le dispositif national est activé, alors que les incendies « d'origine électrique ou végétale » se multiplient en cette période. Les autorités recommandent des installations électriques sûres, l'usage de matériel certifié et l'extinction des appareils avant toute absence.

Enfin, un appel simple mais crucial : signaler tout départ de feu aux numéros 118, 170 ou 1014. Une mobilisation collective pour des fêtes plus sûres.

Oti-Sud

À Sangol, le PURS et le BIT lancent les travaux HIMO pour renforcer la résilience communautaire

Dans la région des Savanes, la réponse aux défis sécuritaires et sociaux prend une nouvelle dimension. Ce 5 décembre à Sangol (canton de Sagbiébou), le Programme d'urgence de renforcement de la résilience et de la sécurité des communautés (PURS) ...



PAGE 9



SOMMAIRE

Madagascar/Transition
Le colonel Randrianirina veut juger Andry Rajoelina sur le sol malgache



P 4

Commune Moyen-Mono 2
Inauguration des infrastructures d'assainissement modernes à Kpome



P 9

Open d'Abidjan
Le Togo décroche la médaille de bronze en judo



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Les témoignages de madame Afi Gaba, entrepreneure grâce à Apsef

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des Produits FNFI", nous vous conduisons à Tchékpo, dans la préfecture de Yoto, Région Maritime pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de madame Afi Gaba qui grâce au soutien du produit APSEF s'est lancée dans la transformation de noix de palme en huile de palme. Reportage...

Dans ce petit village à une dizaine de km au nord de Tsévié, Afi Gaba transforme les noix de palme en huile de palme et en huile de noix palmiste depuis près de trente ans. Une activité menée durant toutes ces années dans la plus grande modestie et dans la plus grande discrétion. Pas de souci avec qui que ce soit, de surcroît un créancier qui viendrait lui réclamer une quelconque dette. Madame Gaba vivra repliée sur elle-même, se contentait des maigres revenus de ses activités, jusqu'à jour où sa fille aînée décide de briser la glace et de lui prouver le contraire. " Avant, j'avais peur de faire des prêts auprès des institutions de microfinance. Si non, mon commerce aurait décollé depuis. J'avais peur de ne pas pouvoir rembourser et d'avoir des problèmes avec mes créanciers. Mais, j'ai changé d'avis depuis que ma fille a appris l'appui financier qu'apporte le FNFI pour le démarrage ou la consolidation des activités génératrices de revenus. Elle s'est constituée en groupe solidaire, a suivi

toutes les étapes pré-crédit et à un eu un premier crédit de 30.0000 FCFA, un second de 40.000 FCFA et les deux dernières tranches d'un montant de 50.000 FCFA chacun. Et j'ai constaté que son activité a décollé aussitôt." Prenant exemple sur son cas de réussite, j'ai moi aussi pris la résolution de me rapprocher de la mutuelle Akwaba, une institution de microfinance partenaire du FNFI, pour me renseigner et obtenir les conditionnalités d'accès au crédit.

La transformation de noix de palme, une activité plus rentable que Afi Gaba ne l'imaginait, elle sera surprise de l'allure très vertigineuse que prendrait son commerce, mais aussi et surtout la rapidité avec laquelle avec laquelle elle remboursera son crédit. " Depuis que j'ai obtenu le microcrédit APSEF, j'achète les noix de palme qui constituent ma matière première en grande quantité et j'en fais le stockage. J'en utilise quotidiennement pour mes différentes

transformations. A chaque jour de marché de Tsévié, je parviens à liquider en moyenne une vingtaine de bidons de 1 litre chacun. Je note une amélioration dans mon quotidien. Comme vous pouvez vous l'imaginer, avant c'était

microfinance, la mutuelle Akwaba. Elle est désormais mieux aguerrie pour mieux gérer son buisines, mais aussi et surtout rembourser son crédit dans les délais. " La formation que j'ai reçue en gestion de crédit

mensualité de mon crédit.

Et je peux vous assurer que je m'en sors sans difficultés". L'expérience de Afi Gaba démontre l'engouement rencontré dans les institutions de microfinance partenaires



Afi Gaba

parfois très difficile pour ma famille et moi de trouver à manger. Mais, depuis que j'ai un fonds de commerce que je fructifie, les bénéfices générés me permettent d'envoyer un peu de nourriture à mes enfants qui sont à Tsévié et à Tabligbo. Je n'achète plus les intrants à crédit." Afi sait dormais ce qui marche le mieux pour elle. Un déclic qu'elle a reçue de son institution de

auprès de l'institution de microfinance m'aide énormément aujourd'hui. J'ai compris que je ne dois jamais toucher au capital pour mes besoins. Le capital reste le capital, et c'est seulement avec les bénéfices que je peux offrir un mieux-être à ma famille. Me concernant, je fais de la tontine chaque jour, et à la fin de chaque mois ce que j'ai pu mettre de côté me permet de rembourser la

du FNFI, autant à Lomé que dans les hameaux les plus reculés du pays. Le microcrédit APSEF, un microcrédit qui pour beaucoup peut paraître dérisoire, mais qui selon les témoignages change des vies. Afi Gaba, c'est donc le récit de la rentabilité du microcrédit APSEF, des témoignages comme celui-là, il y en a beaucoup à travers tout le pays.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

9ème Congrès panafricain Les Africains et Afrodescendants donnent le ton à Lomé

Le 9ème Congrès panafricain démarre ce lundi matin 08 décembre, au Palais des congrès de Lomé. Plusieurs délégations étrangères sont déjà arrivées.

À quelques heures de l'ouverture officielle des travaux, le professeur Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Togolais de

l'Extérieur, a publié un court message pour rappeler les fondamentaux du panafricanisme moderne. « Le panafricanisme met l'accent sur la solidarité entre les nations africaines pour contribuer à transcender les divisions héritées de la colonisation, et entre les Africains et les Afrodescendants pour



reconnecter l'Afrique et sa diaspora », a-t-il écrit. Cette pensée doit guider tous les Africains et

Afrodescendants, qu'ils soient à Lomé pour le Congrès, ou qu'ils suivent de loin les travaux. Les

Africains sont appelés à rester unis, face aux velléités néocolonialistes.

TM

Cédéao

Le Parlement est devenu un maillon essentiel, selon sa présidente

Le jeudi 4 décembre 2025, le Parlement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a célébré ses 25 ans d'existence. C'était lors d'une cérémonie qui a eu lieu à Abuja au Nigeria.

« En ce jour mémorable, où nous nous retrouvons pour commémorer le 25ème anniversaire du Parlement de la Cédéao, nous avons tout d'abord un sentiment de gratitude envers la providence divine, dont la bienveillance permet la tenue de cette cérémonie historique », a déclaré Mémounatou Ibrahima, la Togolaise à la tête de cette institution.

Il y a 25 ans en effet, des hommes de valeur ont poursuivi une vision salvatrice, celle d'une Afrique de l'Ouest unie, forte et solidaire, pour que l'institution parlementaire soit aujourd'hui une réalité. Il sied donc, au nom de l'ensemble des citoyens de l'espace communautaire, de rendre un hommage appuyé et respectueux aux pères fondateurs de la Cédéao, le général Yakubu Gowon et le président de regrettée mémoire, le général Gnassingbé Eyadema.

Leur clairvoyance et leur engagement ont donné naissance à une réalisation sans précédent : une communauté de destin. « À ces architectes de notre noble institution, nous exprimons une reconnaissance éternelle pour avoir légué aux peuples ouest-africains un héritage d'une valeur inestimable. Leur vision demeure le pilier sur lequel nous bâtissons et la boussole qui guide nos pas », a poursuivi Mémounatou Ibrahima après une salve d'applaudissement de l'assistance, debout,

en l'honneur de ces deux personnalités. Les vingt-cinq ans consacrent la maturité d'une institution telle que le Parlement de la Cédéao. Ce dernier convie les uns et les autres, tout à la fois à une méditation sur le chemin parcouru, à une introspection lucide face aux défis contemporains, et à une ambition renouvelée pour l'avenir de l'espace commun.

En retraçant l'évolution du Parlement de la Cédéao depuis son avènement en 2000, l'on peut constater selon Mémounatou Ibrahima, avec une fierté légitime, la métamorphose substantielle intervenue. D'une chambre consultative, l'institution est devenue un véritable acteur de décision, dotée de prérogatives élargies, notamment en matière d'initiatives législatives, d'élaboration budgétaire et de contrôle de la mise en œuvre des politiques et programmes communautaires.

Sanctuaire de la souveraineté populaire et pierre angulaire de tout édifice démocratique, le Parlement est devenu un maillon essentiel dans l'architecture des institutions de la Communauté. « Il nous incombe, mesdames et messieurs, d'en être intimement convaincus, afin de prendre pleinement conscience de nos responsabilités dans la préservation et le renforcement du système démocratique établi au sein de notre région », a dit la présidente de l'institution.

« C'est donc avec une ferme conviction que nous affirmons que le bilan de notre action législative et

de contrôle parlementaire est substantiel. Par nos résolutions et nos avis, nous œuvrons inlassablement à l'harmonisation des législations nationales avec les normes communautaires. Nous sommes le baromètre



Mémounatou Ibrahima durant son intervention (Crédit photo : TM)

vigilant des principes démocratiques et de l'État de droit, n'hésitant pas à élever la voix lorsque ces fondements sacro-saints sont ébranlés », a-t-elle indiqué.

Mémounatou Ibrahima évoque des missions de médiations menées par son institution dans les États membres en proie à des tensions politiques et qui rappellent avec force que la paix ne se résume pas à l'absence de conflit. Elle repose avant tout sur des institutions justes, crédibles et inclusives. « En cet instant solennel, je souhaite saluer l'œuvre de mes illustres prédécesseurs, qui ont dirigé avec sagesse et abnégation notre institution durant ce quart de siècle », a affirmé Mémounatou Ibrahima.

« Chers aînés, je peux vous assurer que l'empreinte de votre action demeure à jamais gravée dans la mémoire collective des peuples de l'Afrique de

l'Ouest et dans le marbre de notre histoire commune », a déclaré la présidente du Parlement de la Cédéao. Etant la première femme à présider cette institution durant les 25 ans de son existence, elle dit mesurer

le chemin parcouru et le symbole que cela représente pour la région. « Cette évolution doit aussi être saluée comme le fruit d'une volonté politique partagée, à l'image de l'engagement de leaders tels que Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil de la République togolaise, dont la politique active en faveur de la promotion féminine a contribué à ouvrir la voie ». Toutefois, cette commémoration ne saurait aucunement être un moment d'autosatisfaction. L'actualité et les interrogations persistantes des populations enjoignent les dirigeants à la lucidité. La situation en Guinée-Bissau demeure préoccupante, selon la Togolaise, avec le dernier coup d'Etat en date contre les institutions démocratiquement élues. Depuis plusieurs années, la Guinée-Bissau est confrontée à une instabilité chronique, marquée par des

coups d'État et des tensions politiques.

Par la voix de sa présidente, le Parlement de la Cédéao condamne avec la plus grande fermeté cette énième atteinte à la démocratie et appelle sans délais au retour à l'ordre constitutionnel. Cette situation rappelle selon elle que le travail du Parlement pour consolider la démocratie, renforcer la résilience des institutions et promouvoir une culture du dialogue et de l'État de droit est plus que jamais d'actualité. « C'est le meilleur rempart contre les forces qui cherchent à déstabiliser nos nations et à entraver notre marche collective vers l'intégration et le développement », fait-elle observer.

Autres défis qui nous interpellent les dirigeants selon elle : la libre circulation des personnes et des biens, principe cardinal de la communauté, l'Union économique et monétaire, projet emblématique, qui tardent à se concrétiser pleinement, face aux entraves liées à des défis sécuritaires, climatiques et sanitaires persistants.

L'on note tout de même que la sixième législature du Parlement de la Cédéao s'est engagée dans une démarche plus ambitieuse et audacieuse, résolument tournée vers l'action. Mémounatou Ibrahima a annoncé plusieurs chantiers sur lesquels son institution se positionne. « L'intégration communautaire devra être mesurée à l'aune de la satisfaction des préoccupations de nos populations », a martelé la Togolaise.

Edem Dadzie

Bénin/Tentative de coup d'Etat

Le régime Talon rassure, mais au-delà des interrogations

Le Bénin donne depuis ce dimanche 7 décembre 2025 un spectacle politique aussi troublant qu'inquiétant. D'un côté, le pouvoir rassure, affirme que « tout est sous contrôle » et que la tentative de coup d'État a été « mise en échec ». De l'autre, des militaires en armes sont apparus à visage découvert sur la télévision nationale pour annoncer la destitution du président Patrice Talon. Entre discours officiels lénifiants et audace inédite de putschistes médiatisés, le pays se retrouve dans une zone grise où la vérité politique peine à émerger clairement.



Patrice Talon

Le gouvernement parle de « groupuscule », de « mutinerie isolée », de situation « parfaitement maîtrisée ». Pourtant, les faits sont têtus : des tirs près de la résidence présidentielle, un message de destitution diffusé en direct sur la chaîne publique, des quartiers stratégiques bouclés, une capitale sous tension pendant plusieurs heures. Ce n'est pas une simple rumeur de caserne. C'est un avertissement politique majeur.

Dans toute démocratie solide, une telle scène aurait été inimaginable. Le simple fait qu'elle se soit produite au Bénin révèle une fragilisation profonde du pacte institutionnel. Quand des soldats se sentent suffisamment légitimes pour

parler au nom d'un « comité de refondation », c'est que l'autorité politique a déjà perdu une part de son sacré.

Les putschistes osent... parce que le contexte les y autorise

Si ces militaires ont osé défier le pouvoir à visage découvert, ce n'est pas par simple témérité. C'est aussi parce qu'un climat régional leur est devenu favorable. Depuis le Mali, le Niger et le Burkina Faso, les coups d'État ne sont plus systématiquement perçus comme des crimes politiques, mais parfois comme des actes de « salut public ». Certains peuples, lassés des promesses non tenues des civils, ont applaudi les putschistes. D'autres les ont tolérés. Rares sont ceux qui les ont réellement combattus. Cette indulgence populaire

et ce silence diplomatique progressif ont créé une prime au putsch. Aujourd'hui, prendre le pouvoir par les armes n'est plus forcément synonyme de bannissement total. La Cedeao condamne, l'Union africaine proteste, des sanctions sont annoncées... puis contournées, négociées, édulcorées. Le temps joue souvent en faveur des nouveaux maîtres en treillis.

Pourquoi, dès lors, des militaires béninois resteraient-ils indifférents à cette nouvelle « normalité » régionale ?

Le verrouillage politique, terreau des ruptures

Il faut aussi avoir l'honnêteté de regarder en face les dérives internes. Depuis plusieurs années, le Bénin n'est plus ce laboratoire démocratique flamboyant des années 1990 et 2000. Le système partisan

a été remodelé, l'opposition radicale écartée, les élections devenues plus procédurales que véritablement compétitives.

À l'approche de 2026, la question de la succession de Patrice Talon cristallise toutes les inquiétudes. La désignation officielle d'un dauphin, Romuald Wadagni, l'étroitesse du jeu politique, le verrouillage des candidatures sérieuses donnent le sentiment que le pouvoir se prépare à survivre politiquement, même après le départ formel du chef de l'État.

Or partout où l'alternance devient théorique, la tentation de la rupture devient réelle. Quand les urnes semblent verrouillées, les balles finissent toujours par vouloir parler.

Le deux poids deux mesures régional : un poison lent

La situation en Guinée-Bissau illustre une autre dérive : celle des coups d'État « par procuration ». Officiellement déchu, mais officieusement toujours présent, le président Umaro Sissoco Embaló semble exercer une influence déterminante sur le pouvoir de transition. Là encore, la Cedeao et l'UA ont condamné, puis observé, impuissantes. Ce deux poids deux mesures nourrit un sentiment dangereux : celui que tout est désormais permis, pourvu que l'on maîtrise suffisamment

les rapports de force. Dans cet environnement, la tentative béninoise apparaît moins comme une anomalie que comme un maillon supplémentaire d'une chaîne régionale de délitement des règles démocratiques.

Le véritable danger : l'accoutumance au désordre

Le plus grave n'est peut-être pas la tentative de coup d'État elle-même. Le plus grave, c'est notre capacité collective à nous y habituer. À force de voir des putschs à Bamako, Niamey, Ouagadougou ou Bissau, l'idée même de rupture de l'ordre constitutionnel perd son caractère choquant. Elle devient un fait politique parmi d'autres.

Or une démocratie qui s'habitue au désordre est une démocratie déjà malade.

Le Bénin n'a pas encore basculé. Mais il a vacillé. Et ce vacillement doit alerter bien au-delà de ses frontières. Car ce qui se joue aujourd'hui à Cotonou dépasse le simple sort d'un régime : c'est une nouvelle bataille pour la légitimité du pouvoir en Afrique de l'Ouest.

À la fin, une seule question demeure : voulons-nous continuer à croire que les armes peuvent remplacer les urnes sans conséquences pour nos peuples ?

Alexandre Wémima

Madagascar/Transition

Le colonel Randrianirina veut juger Andry Rajoelina sur le sol malgache

Le nouvel homme fort de Madagascar, le colonel Michaël Randrianirina, a déclaré souhaiter que l'ancien président Andry Rajoelina, renversé en octobre dernier et actuellement en fuite, soit jugé sur le sol malgache. « Notre souhait, c'est de le juger à Madagascar », a-t-il affirmé vendredi 5 décembre lors d'un entretien accordé à France 24.



Andry Rajoelina

Investi « président de la refondation » le 17 octobre, le colonel Randrianirina tient l'ex-chef de l'État pour responsable direct des violences survenues pendant la crise politique. « Tout ce qui s'est passé à Madagascar découle des initiatives du président, des ordres du président, même les blessures par balle », a-t-il accusé, estimant que ces faits constituent des « crimes » relevant de poursuites judiciaires. Selon lui, il est « légitime pour les Malgaches de

réclamer leurs droits ». Le chef de la transition a également évoqué le cas de l'homme d'affaires influent Maminiaina « Mamy » Ravatomanga, proche d'Andry Rajoelina, soupçonné de blanchiment d'argent par la justice mauricienne, où il s'est réfugié après le coup d'État.

Le colonel Randrianirina s'est dit favorable à des poursuites engagées par la justice malgache à son encontre. Sur le plan diplomatique, le dirigeant malgache est revenu sur les relations avec la France, marquées par de vives tensions après l'exfiltration de l'ex-

président avec l'aide de Paris. Il a reconnu que de nombreux Malgaches avaient été « indignés » par cette opération, tout en estimant que le départ précipité d'Andry Rajoelina avait « facilité le redressement de la situation ». Il a confirmé avoir échangé récemment avec le président français Emmanuel Macron et avoir accepté l'aide française, tout en se déclarant ouvert à une coopération avec « d'autres pays ». Interrogé sur le déplacement à Moscou du président de l'Assemblée nationale, le colonel Randrianirina a assuré qu'aucune rencontre avec le président Vladimir Poutine n'était prévue à ce stade, tout en affirmant être « ouvert à tout type de collaboration ».

Le chef de la transition a fixé les grandes lignes du processus de « refondation » du pays, avec l'organisation d'une concertation nationale, un référendum constitutionnel et une élection présidentielle dans un délai de deux ans. Il a par ailleurs assuré ne pas envisager sa candidature pour le moment.

Âgé de 51 ans, le colonel Randrianirina a pris le pouvoir le 14 octobre, après le ralliement de son unité, le Capsat, au mouvement de contestation populaire lancé un mois plus tôt. Il réfute toute prise de pouvoir par la force, affirmant que la Haute Cour constitutionnelle lui a officiellement « transféré le pouvoir ».

T.M.

Agriculture

Le Togo lance la campagne 2025-2026 de commercialisation du coton-graine

La filière coton ouvre une nouvelle page. Ce jeudi 4 décembre, le Togo a officiellement lancé la campagne 2025-2026 de commercialisation du coton-graine, marquant une étape clé pour des milliers de producteurs des Savanes à la région des Plateaux.

La Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) et la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (FNGPC) ont confirmé le calendrier. Selon elles, la campagne débutera « le 15 décembre 2025 dans la région de la Kara, puis le 10 janvier 2026 dans les Plateaux ». Une organisation progressive, pensée pour accompagner chaque zone de production au rythme de ses récoltes. Le dispositif opérationnel est déjà en marche. Les deux institutions assurent que « les premiers dispositifs sont déjà déployés sur le terrain et les équipes sont mobilisés pour assurer une collecte rapide ». L'objectif est de fluidifier la commercialisation, éviter les retards logistiques et garantir un paiement prompt aux cotonculteurs. La campagne repose sur la production 2024-2025, estimée à 60 403 tonnes. Un volume en recul de 8,4 % par rapport à la prévision initiale de 66 000 tonnes. Ce chiffre traduit

les défis persistants d'une filière stratégique, souvent exposée aux aléas climatiques et aux fluctuations des intrants. Malgré cette baisse, l'enjeu demeure d'assurer une collecte optimale et de maintenir la confiance des producteurs. L'historique récent rappelle un contexte contrasté. Depuis la prise de contrôle de la filière par le singapourien Olam en 2020, la production nationale est longtemps restée sous la barre des 60 000 tonnes. Une dynamique qui ne s'est inversée qu'à partir de la campagne 2023-2024, marquée par un rebond à 67 000 tonnes. La saison suivante a légèrement reflué, avec « 60 403 tonnes de coton graine », mais montre la capacité de résilience du secteur. Avec ce lancement, le Togo ouvre une campagne décisive. Entre ambitions de relance, mobilisation logistique et attentes des producteurs, la filière coton cherche à consolider sa place dans l'économie nationale.

Edy Alley

Togo

Des réserves bancaires en forte hausse, malgré une volatilité persistante en 2025

Depuis janvier, les réserves montent en flèche, s'effondrent, puis repartent sans prévenir. Une valse déroutante qui révèle une certitude : les banques togolaises gardent massivement leurs liquidités sous clé, bien au-delà du minimum requis, au risque de priver l'économie d'un souffle financier attendu.

Au Togo, les banques maintiennent depuis janvier 2025 un niveau de réserves bien supérieur au plancher exigé par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Une constance qui surprend par son ampleur, ses fluctuations et son impact potentiel sur le financement de l'activité.

Les règles sont connues. Les réserves obligatoires garantissent « la stabilité du système bancaire » et assurent aux établissements un coussin minimal de liquidités. Mais depuis le début de l'année, les banques togolaises vont nettement au-delà. Entre janvier et septembre, le seuil réglementaire a oscillé entre 66,7 milliards et 72,6 milliards FCFA. Pourtant, les montants réellement déposés se situent dans une fourchette bien plus large : « de 116,9 milliards à 164,9 milliards FCFA », souligne le Bulletin mensuel des statistiques d'octobre. Pourquoi un tel écart ? La principale raison qui domine est la prudence. Les banques préfèrent conserver un « matelas

de sécurité » important, même au détriment de leur capacité à prêter davantage. Une stratégie assumée, renforcée par un environnement régional marqué par des tensions de trésorerie et des arbitrages fréquents sur les marchés

concrètes. En immobilisant des volumes importants de liquidités à la Bceao, les banques réduisent mécaniquement les fonds disponibles pour les entreprises et les ménages. Une équation délicate dans un contexte où le secteur



Siège de la Bceao

financiers de l'Uemoa. Cette prudence, toutefois, n'exclut pas la volatilité. Après un sommet à 164,9 milliards FCFA en début d'année, les réserves chutent à 123,6 milliards en mai, puis 118,8 milliards en juin. S'ensuit un rebond à 157,6 milliards FCFA entre mi-juin et mi-juillet, avant un nouveau recul à 116,9 milliards FCFA en septembre. Cette succession de mouvements suggère des arbitrages entre gestion prudente des liquidités, besoins de financement de l'économie et opportunités d'investissement.

Derrière ces choix se cachent des implications

privé demeure demandeur de financement.

Fin mars 2025, l'encours des crédits bancaires atteignait 1788,3 milliards FCFA, en repli de 5,5 % sur un an. Un chiffre qui interroge sur la dynamique réelle du financement, alors même que les bilans montrent une marge de sécurité confortable.

Les prochaines données diront si cette tendance se confirme. En attendant, une certitude demeure : dans le jeu de l'équilibre financier, les banques togolaises préfèrent, pour l'instant, la prudence au risque.

E. A

Cédéao / Investissement

La BIDC ouvre son premier bureau régional à Abidjan

La Banque d'investissement et de développement de la Cédéao a inauguré, le 1er décembre 2025, son premier bureau régional à Abidjan. Une étape majeure pour rapprocher la Banque de ses États membres et accélérer l'impact de ses interventions.

La BIDC vient de franchir un tournant décisif. En ouvrant à Abidjan son tout premier bureau régional, l'institution veut renforcer sa proximité avec les gouvernements, le secteur privé et l'ensemble des acteurs du développement. Un projet né d'un accord signé le 12 mai 2025 avec la Côte d'Ivoire. Un projet qui, selon la Banque, marque le début d'une nouvelle dynamique d'intégration sous-régionale.

Lors de la cérémonie, la ministre ivoirienne de l'Économie, du Plan et du Développement, Nialé Kaba, a salué une initiative

régionale de développement ». Elle insiste sur le rôle du bureau, appelé à devenir un « partenaire stratégique, lieu d'échange et de



Coupure du ruban

porteuse d'avenir. Elle affirme : « Cela marque une avancée significative dans la mise en œuvre de la vision de notre institution

coordination et pont entre la Banque, les États Membres, le secteur privé et la société civile ». Pour Dr George Agyekum

Donkor, Président de la BIDC, l'ouverture du bureau dépasse le cadre institutionnel. « Il ne s'agit pas d'une simple extension administrative, mais d'une plateforme transformatrice », souligne-t-il. Depuis Abidjan, la Banque entend « accélérer la mise en œuvre de projets à fort impact » et « débloquer des opportunités d'investissement », en cohérence avec la Vision 2050 de la CEDEAO. Le Président du Conseil des Gouverneurs, le ministre ghanéen des Finances, Cassiel Ato Baah Forson, évoque une « étape importante » pour la Communauté. Selon lui, cette démarche s'inscrit dans « les meilleures

pratiques mondiales » et vise à « accélérer la mise en œuvre des projets » tout en améliorant l'efficacité des interventions régionales. Ce bureau régional jouera un rôle clé dans le déploiement du plan stratégique de la BIDC. Il doit offrir une meilleure compréhension des réalités locales, faciliter le suivi des projets et renforcer l'accessibilité de la Banque aux partenaires de Côte d'Ivoire et des pays voisins. Avec cette implantation à Abidjan, la BIDC confirme son ambition : rendre l'intégration régionale plus concrète, plus rapide et plus proche des populations ouest-africaines.

Togo

Le commerce transfrontalier en pleine mutation

Échanges de biens et de services, le commerce transfrontalier couvre à la fois les activités d'importation et d'exportation. Au Togo, ce commerce fait l'objet d'une attention particulière. Capitalisant sur les atouts de son port, le seul en eau profonde de la sous-région, le pays ne cesse d'introduire des réformes en vue de rendre plus attractif le commerce transfrontalier. Retour à travers ce dossier sur les réformes, les innovations et les impacts de ce secteur sur le développement économique et social.

Généralement, le commerce transfrontalier se déroule au-delà des frontières et peut concerner les grandes entreprises ainsi que les petits commerçants. Ce commerce, facilité par l'existence d'une frontière terrestre ou d'un port qui sert de points d'entrée et de sortie des marchandises, est d'une importance capitale.

Moteur de développement économique, d'inclusion sociale et d'intégration, le

d'accompagner le développement de ce commerce et d'en faire un véritable outil de développement se traduit ces dernières années par nombre de réformes. Avec ces nombreuses initiatives, le pays ne cesse de poursuivre son ascension parmi les économies les plus réformatrices du continent en donnant un nouveau souffle à son commerce transfrontalier, secteur vital pour un pays dont le dynamisme économique repose largement sur l'ouverture et la circulation des marchandises.

Pour ce faire, une série de réformes structurantes est conduite pour fluidifier les opérations, réduire les coûts logistiques et renforcer la confiance des acteurs du commerce.

En effet, le commerce transfrontalier inclut l'achat et la vente de biens et services entre des acheteurs et des vendeurs situés dans des pays distincts, que ce soit par voie physique ou électronique.

permettant aujourd'hui de faire en ligne presque toutes les formalités liées à l'importation et à l'exportation. Grâce

déterminant. Le Port autonome de Lomé, porte d'entrée stratégique en Afrique de l'Ouest, bénéficie d'améliorations continues

de dédouanement dans Sydonia World. Depuis janvier 2019, les commissionnaires en douane agréés,



Poste frontalier Togo-Ghana

au guichet unique, les opérateurs économiques ont droit à un traitement plus rapide des documents, une meilleure traçabilité et une réduction notable des délais de dédouanement.

Cette transformation

qui en font l'un des ports les plus performants de la région.

Quelques réformes relatives au commerce transfrontalier

Au nombre d'elles, on peut citer la dématérialisation du certificat d'origine. Un certificat d'origine est un document douanier officiel qui atteste du pays de fabrication d'une marchandise. Il est principalement utilisé par les autorités douanières pour vérifier l'origine des marchandises et traiter le dédouanement.

Une plateforme a été mise en place par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT). Elle permet aux opérateurs économiques d'effectuer gratuitement leur demande et de recevoir leur certificat d'origine uniquement en ligne. L'impact direct de cette réforme a été la réduction du délai d'obtention du document de 48 heures à moins de 5 heures en moyenne.

Une autre opération enclenchée par les pouvoirs publics et qui facilite le commerce transfrontalier est la dématérialisation des procédures

consignataires, importateurs/exportateurs doivent envoyer électroniquement à la douane via Sydonia World la déclaration en détail ainsi que les originaux des documents de dédouanement contre un dépôt physique auparavant. Cela engendre une célérité dans le traitement des dossiers.

On peut également citer la réduction des délais de dépôt du manifeste. Le dépôt de manifeste dans le commerce transfrontalier est la soumission d'un document récapitulant l'ensemble des marchandises chargées à bord d'un moyen de transport à destination d'un autre pays. La réforme permet aux consignataires de déposer le manifeste 24 heures avant l'arrivée du navire, la retombée est la réduction du délai à l'importation de 24 heures. Au niveau de Lomé Container Terminal (LCT), la réduction des délais d'attente pour le passage au scanner qui fonctionne désormais 24 heures sur 24 participe à améliorer le commerce transfrontalier.

Dans l'ensemble, les réformes susmentionnées



Poste frontalier Togo-Bénin

commerce transfrontalier fait l'objet d'une attention particulière de la part du gouvernement, qui n'hésite pas à intervenir pour faciliter la libre circulation des personnes et des biens. Cette volonté du gouvernement

Justement, au centre de la modernisation enclenchée au Togo se trouve la digitalisation des procédures, un phénomène en vogue beaucoup salué.

Le Togo a entrepris une dématérialisation progressive et ambitieuse,

limite les déplacements physiques, réduit les risques d'erreurs et améliore la prévisibilité, élément essentiel pour les entreprises tournées vers les marchés extérieurs. La modernisation des infrastructures joue également un rôle

participent à offrir un nouveau visage : plus rapide, plus transparent, plus moderne au commerce transfrontalier. Mais au-delà du commerce transfrontalier, c'est tout le secteur commercial du pays qui bénéficie d'un coup de pouce du gouvernement avec à la clé, plusieurs accompagnements.

Un secteur en restructuration

Au Togo, le secteur tertiaire qui inclut le commerce est le principal moteur de l'économie. Représentant 57 % du Produit intérieur brut (PIB), ce secteur joue un rôle crucial dans le développement économique et la création de richesse. Pour renforcer sa contribution au développement, plusieurs leviers sont actionnés ces dernières années par le gouvernement.

Bien que déficitaire car fortement dépendant des exportations essentielles, le secteur commercial du Togo reprend ces dernières années du poil de la bête. Rien qu'en 2024, il a affiché une croissance significative, atteignant 16 % en 2024, avec une valeur ajoutée de 482,5 milliards FCFA. Une avancée majeure, fruit des différentes réformes impulsées dans le secteur. Pour dynamiser le secteur du commerce dont le développement du pays dépend, le gouvernement a entrepris ces dernières années plusieurs réformes. Depuis quelques années, la digitalisation des procédures douanières et commerciales via le « Togo Trade Portal » et la dématérialisation de documents comme le certificat d'origine ont permis de réduire les délais.

Un accent particulier est également mis sur le renforcement de la gouvernance économique, de l'éthique et de la transparence dans les marchés publics grâce à la digitalisation des procédures d'appel d'offres, renforçant ainsi la confiance des opérateurs économiques.

La modernisation des infrastructures

C'est l'un des leviers principaux sur lequel

le Togo s'appuie pour dynamiser son secteur commercial. Et ces dernières années, des investissements importants sont consentis sur la modernisation du port de Lomé, principale plateforme du commerce à grande échelle.

S'il est difficile de ressortir tous les investissements consentis dans le secteur portuaire, cela inclut cependant de grands projets comme le troisième quai, dont l'investissement a été estimé à 300 milliards de F CFA, soit environ 457 millions d'euros. Un investissement grâce auquel la capacité du traitement du terminal s'est significativement accrue, avec la possibilité de recevoir les navires de dernière génération.

D'autres projets comme Lomé Terminal Container (LTC) permettent de renforcer les infrastructures et les capacités logistiques. Cette extension réalisée sur une superficie de 5,65 hectares comprend des espaces de stockage supplémentaires, de nouvelles grues et des équipements de manutention.

Soutien au secteur privé pour dynamiser le commerce

Ce soutien se traduit par la volonté du gouvernement de créer une banque nationale d'investissement pour soutenir les Petites et moyennes entreprises (PME). Une fois mise en place, cette banque devra faciliter l'accès au financement, et agir comme un instrument de transformation économique. Elle pourrait aussi proposer des financements adaptés, participer au développement des secteurs stratégiques tels que le commerce et s'aligner sur les réformes visant à améliorer l'environnement des affaires au Togo. Toujours dans le sens de l'accompagnement du secteur privé pour dynamiser le commerce, l'on note la réforme de la CCIT pour la rendre plus dynamique et inclusive. La mise en place de cadres de concertation entre le secteur public et le secteur privé permet de

maintenir les réflexions entre les parties prenantes pour dynamiser davantage le commerce.

Des crédits d'urgence

Les incendies dévastateurs qui ont frappé les marchés d'Agoè-Assiyéyè, de Kégué, d'Adawlato, pour ne citer que ces derniers, ont laissé derrière eux des commerces réduits en miettes et des familles plongées dans l'incertitude.

Devant cette tragédie, l'État, de concert avec des institutions financières, a réagi avec célérité

l'acquisition de stocks et le remplacement des étals. En facilitant l'accès rapide à ces financements à un taux préférentiel, le gouvernement a permis aux commerçants de reprendre leur activité sans attendre la reconstruction des marchés. Une lueur d'espoir est rapidement revenue sur leur visage.

Le ministère du Développement à la base, de l'Inclusion financière, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes a dressé un bilan qui couvre la période d'août 2024 à août 2025.

aux coûts élevés et aux lenteurs des transports, au manque d'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises.

L'insuffisance des infrastructures, notamment énergétiques, et des procédures douanières toujours complexes pour certains entrepreneurs renforcent les difficultés. La pénurie d'informations sur les réglementations commerciales et la pression fiscale participent également à renforcer les



Trafic au Port autonome de Lomé

en mettant en place des crédits d'urgence destinés à soutenir les commerçants sinistrés et à relancer l'activité économique locale.

Dès les premières heures qui ont suivi les incendies, le président du Conseil, Faure Gnassingbé, a fait appel à sa compassion. Il a fait évaluer l'ampleur des pertes et ordonné d'identifier les commerçants touchés. À la mesure de l'impact socioéconomique de ces catastrophes, le pays a accordé une attention particulière aux petits entrepreneurs, souvent les plus vulnérables, et dont la survie dépend directement de la continuité de leurs activités.

Des crédits adaptés

Face à une situation particulière, il faut des mesures exceptionnelles. Les fonds mis à disposition des personnes touchées par les incendies ont été voulus flexibles et adaptés à leur situation. Ils couvrent

À la suite des incendies des deux marchés (Kégué et Agoè-Assiyéyè), 1 097 crédits indemnisés sont revendus. Ils ont été accordés à la cible pour un montant de 212,8 millions de francs CFA.

Selon le même département, 38 524 crédits d'une valeur totale de 3,2 milliards de francs ont été accordés aux activités génératrices de revenus (AGR) et les Très petites et moyennes entreprises (TPME) ont bénéficié de 618 financements qui représentent un montant de 857,5 millions de francs sur la même durée. Un coup de pouce du gouvernement, qui n'a d'autre objectif que de dynamiser le commerce et de mieux lutter contre la vulnérabilité de la population.

Les défis du commerce transfrontalier

Au Togo, le commerce transfrontalier n'est pas exempt de difficultés. Ces dernières sont relatives

difficultés.

Pour relever ces défis, le gouvernement met l'accent ces dernières années sur l'exonération de droits et taxes sur certains équipements agricoles, médicaux et de BTP. La réduction de l'impôt sur les sociétés (IS) à 27 % et des abattements pour les véhicules de tourisme participent également à promouvoir les activités commerciales.

D'autres actions incluent la baisse du droit d'accise qui est une taxe spécifique appliquée sur le tabac pour limiter la contrebande. Le remplacement de certains impôts comme la patente par l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'exonération de cette dernière pour les nouvelles entreprises pendant deux ans, contribuent à donner un coup de pouce au commerce, en particulier transfrontalier.

Caleb Akponou

Coopération

Un nouveau programme germano-togolais en 2026 pour approfondir la décentralisation

La coopération germano-togolaise amorce un nouveau palier. Alors que le Programme Bonne Gouvernance et Décentralisation (ProDeG) arrive à son terme, un outil inédit est déjà en préparation. « Développement territorial intégré et bonne gouvernance » est son nom. Son ambition est de renforcer les acquis et pousser plus loin les réformes locales engagées depuis plus de 10 ans.

L'annonce officielle est tombée le 4 décembre 2025 à Lomé, lors de la rencontre marquant la clôture de la 4^e phase du ProDeG. Les responsables ont confirmé que le futur programme est déjà en phase de formulation, avec des discussions avancées entre l'Allemagne et les autorités



togolaises. Une indication forte, qui témoigne d'une volonté commune d'éviter toute rupture entre les deux cycles d'appui. La fin du ProDeG IV, attendue le 31 janvier 2026, laisse

derrière elle des résultats solides. Le nouveau projet entend consolider ce qui a été bâti et amplifier les réformes locales. L'objectif est de faire des collectivités

togolaises des acteurs pleinement opérationnels du développement. Des acteurs capables de planifier, de décider et de répondre avec efficacité aux besoins des populations. L'Allemagne, partenaire constant du Togo depuis 2013 dans le domaine de la décentralisation, confirme sa détermination à poursuivre son engagement. L'ambassadeur Claudius Fischbach l'a rappelé sans équivoque : « L'Allemagne entend poursuivre son engagement au Togo. La clôture du ProDeG IV n'est pas un désengagement ». Il précise que la coopération bilatérale se poursuivra dans la décentralisation comme dans

d'autres secteurs prioritaires. Au cœur du futur programme, une ambition élargie : renforcer la gouvernance locale, améliorer la coordination territoriale et soutenir des communes plus autonomes. Il s'agit également d'introduire une nouvelle orientation pour répondre aux défis émergents liés au développement territorial. Avec le lancement attendu en février 2026, Berlin et Lomé s'engagent dans une dynamique renouvelée. Une dynamique qui veut donner aux collectivités locales des outils plus robustes, une gouvernance plus moderne et une capacité d'action élargie.

E. Alley

Fisa 2025

Le Togo triomphe avec le Coffret d'Or Africain

Du 24 au 28 novembre 2025, Bamako a accueilli la 3^e édition du Forum international des secrétaires et assistants (Fisa), organisé par l'Association des secrétaires et assistants d'administration du Mali (Asaad-Mali) en partenariat avec la Fédération africaine des professionnels du secrétariat et de l'assistantat de direction (Faprosad).

artificielle dans les pratiques secrétaires ; les enjeux de la cybersécurité ; le bien-être au travail et la gestion du stress ; la reconfiguration du métier d'assistantat de direction à l'ère digitale et du management agile ; la gestion du

Mali, Sénégal, Tchad et Togo) étaient en lice, témoignant du dynamisme et du professionnalisme croissants dans le secteur. Le Togo y a été représenté par deux candidates : Kayissan Enyonam Mawussé Adama, de l'École nationale d'administration

remarquables pour le Togo. À l'issue des différentes épreuves, Kayissan Adama s'est distinguée par son excellence, son sens de l'organisation et sa maîtrise des outils modernes du secrétariat. Elle remporte ainsi le prestigieux Coffret d'Or Africain 2025, consacrant le Togo comme l'un des acteurs majeurs de la profession sur le continent.

en mai à Kara lors de la compétition organisée par le Ceprosat (Cercle des professionnels du secrétariat et de l'assistantat du Togo), Kayissan Adama poursuit son ascension. Diplômée du Cycle 3 de l'École nationale d'administration du Togo, option, Administration générale, elle a su mobiliser ses connaissances. Sa rigueur professionnelle et sa maîtrise des outils modernes lui ont permis de s'imposer au niveau continental.

Avec cette victoire, le Togo confirme son engagement pour la formation d'élites administratives compétentes et adaptées aux défis contemporains. Le triomphe de Kayissan Adama constitue une fierté



Kayissan Adama, recevant le Coffret d'Or Africain 2025

L'événement a réuni des délégations venues de 12 pays africains : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, RDC, Congo, Cameroun, Mali, Ghana, Guinée, Sénégal, Tchad et Togo. Il s'est tenu autour du thème général « Impact des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle sur les activités du secrétariat », un enjeu majeur pour la modernisation de la profession.

Le FISA 2025 a permis aux participantes et participants d'échanger sur des thématiques essentielles, dont : l'intégration de l'intelligence

temps et la productivité ; la communication interculturelle. Ces réflexions renforcent la place stratégique du secrétariat dans un contexte de transformation numérique.

Le Concours « Coffret d'Or Africain » : une compétition d'excellence
En marge des travaux du forum, s'est tenu le prestigieux Concours Coffret d'Or Africain, destiné à récompenser le ou la meilleure secrétaire/assistant(e) du continent. Pour cette édition 2025, 18 candidates issues de 6 pays (Burkina Faso, Cameroun,



Jeanne Ahado, 2^e Prix

(ENA-Togo) et Eya Jeanne Ahado, du Port autonome de Lomé (PAL)

Des résultats

leur capacité à s'imposer dans les compétitions internationales. Déjà lauréate du Coffret d'Or national 2025, remporté

nationale et une source d'inspiration pour les secrétaires et assistants du continent.

TM

Oti-Sud

À Sangol, le PURS et le BIT lancent les travaux HIMO pour renforcer la résilience communautaire

Dans la région des Savanes, la réponse aux défis sécuritaires et sociaux prend une nouvelle dimension. Ce 5 décembre à Sangol (canton de Sagbiébou), le Programme d'urgence de renforcement de la résilience et de la sécurité des communautés (PURS) a officiellement lancé, en partenariat avec le Bureau international du travail (BIT), les travaux à Haute intensité de main-d'œuvre (HIMO). Une phase décisive qui place 135 bénéficiaires au cœur de leur propre développement.

Face à la crise sécuritaire qui secoue la bande sahélienne et impacte le nord du Togo, la réponse de l'État ne se limite pas au volet militaire. Elle est aussi, et surtout, sociale. C'est tout le sens de la cérémonie qui a réuni autorités administratives, partenaires au développement et populations à Sangol, dans la préfecture de l'Oti-Sud. L'objectif est double : offrir des opportunités économiques immédiates aux populations vulnérables, notamment les déplacés et les communautés hôtes, et doter la localité d'infrastructures



de base durables.

La HIMO : plus qu'un chantier, une école

Ce projet, qui s'inscrit dans la phase pilote de l'approche HIMO dans la zone, mobilise 135 bénéficiaires. Contrairement aux méthodes classiques, cette approche privilégie l'utilisation des ressources locales et du travail manuel pour maximiser la création d'emplois. Pour le coordonnateur

général du PURS, le général de brigade Maganawé Dadja, il s'agit d'une véritable opportunité de formation. « Si vous êtes au cœur de cette initiative, c'est parce que le gouvernement, sous la conduite du président du Conseil, est convaincu que la transformation durable du tissu économique ne peut se faire sans vous », a-t-il déclaré à l'endroit des bénéficiaires. Les travaux lancés portent

sur trois volets essentiels pour le quotidien du village : la réalisation d'un forage hydro-agricole accompagné de l'aménagement d'un périmètre maraîcher, la construction de latrines communautaires et la restauration de l'environnement par le reboisement. Au-delà du salaire, les jeunes et les femmes engagés acquerront des compétences techniques transférables, devenant

ainsi des « catalyseurs du développement » pour leur canton.

Une appropriation locale indispensable

La réussite de ce programme repose sur l'adhésion des populations. Prenant la parole, le préfet de l'Oti-Sud a insisté sur la responsabilité collective. Il a salué la résilience des habitants de Sangol face aux menaces exogènes et les a invités à s'approprier ces ouvrages. « Ces infrastructures vous appartiennent. Elles doivent être protégées, entretenues et valorisées », a martelé l'autorité préfectorale, rappelant que ce projet renforce la dignité par le travail.

Cette intervention du PURS et du BIT vient ainsi consolider la présence de l'État et des services sociaux de base dans cette zone frontalière, répondant à l'impératif d'inclusion prôné par le chef de l'État pour ne laisser aucun citoyen de côté face à l'insécurité.

TM

Commune Moyen-Mono 2

Inauguration des infrastructures d'assainissement modernes à Kpomé

Dans le cadre de la coopération décentralisée, la Commune Moyen-Mono 2 a officiellement mis en service de nouvelles infrastructures d'assainissement et de soutien à l'agriculture. La cérémonie d'inauguration s'est tenue le mercredi 03 décembre à Kpomé, en présence du Maire Edou Koffi Zomblewouh et des représentants des partenaires français.

Ces réalisations visent principalement à améliorer les conditions de vie, la salubrité et le cadre de vie des populations rurales de la Commune.

L'infrastructure principale inaugurée comprend 06 blocs sanitaires modernes. Chaque bloc est équipé de 06 cabines, réparties équitablement avec 03 cabines réservées aux femmes et 03 aux hommes. Un bâtiment annexe a également été mis en service. Il s'agit d'un magasin équipé d'un bureau, qui est destiné à l'entreposage de matériels agricoles et de compost.



Ces installations seront mises à la disposition des producteurs locaux. La dotation comprend en outre 02 tricycles, une motocyclette et divers autres équipements.

Ces travaux s'inscrivent dans un partenariat tripartite dynamique et efficace. Ce dernier unit la Commune Moyen-Mono 2 à la Mairie de Lorry-Lès-

Metz et à l'Eurométropole de Metz en France. Cette coopération, essentielle pour le développement local, a reçu l'autorisation du ministère de l'Administration territoriale. Elle est conforme aux dispositions de la loi sur la décentralisation du 13 mars 2007. Le Maire Edou Koffi Zomblewouh a exprimé sa gratitude envers les partenaires français



pour leur engagement constant. Il a réaffirmé la détermination de son équipe municipale à œuvrer

sans relâche pour le bien-être de tous les habitants de Moyen-Mono 2.

TM

Football

La FIFA évalue trois formateurs togolais

Trois encadreur togolais préparent leur montée en grade. Ils ont pris part à Rabat au Maroc à la formation théorique et pratique de la Fédération internationale de football association (FIFA). Cette phase d'examen qui a pris fin vendredi 5 décembre 2025 constitue l'ultime étape avant la validation de leur progression.



Image des trois formateurs togolais évalués

Dans le but de mettre à la disposition des fédérations des experts devant accompagner le développement du football, la FIFA initie depuis des années, à l'intention des entraîneurs nationaux, des renforcements de compétences, techniques et managériales. Depuis 2019, le Togo a fait son entrée dans cette formation qui permet de faire progresser en grade les encadreur avec Tchazou Kpatcha toujours en course et le défunt Gnéni Sébabi, ancien directeur technique national. En 2023, deux (2) autres Togolais en la personne de Bawa Adamou, directeur technique national adjoint, et Tomety Kaï, sélectionneur nationale de l'équipe féminine de football, portent le nombre de Togolais en lice à trois (3). Vendredi, avec leurs homologues des autres pays, ils ont bouclé à

Rabat, au Maroc, l'ultime formation de la FIFA, devant conduire à la validation de leur progression. Selon la Fédération togolaise de football (FTF), cette formation de haut niveau s'appuie sur les méthodes modernes d'enseignement

Que gagne le Togo ?

À travers la formation des formateurs d'entraîneurs de Togolais, la FTF est appelée à moins dépendre de l'extérieur et à mieux gérer ses programmes de formation. Avec l'amélioration des compétences techniques, pédagogiques et managériales de ses formateurs, le Togo pourrait mieux assurer la formation de ses entraîneurs locaux, et donc, de ses joueurs.

Au niveau du développement holistique, ce programme de formation permettra de créer une approche standardisée mais adaptable, en phase avec les principes de la FIFA, tout en intégrant les réalités du football togolais. Mieux, de faciliter l'identification des talents pour permettre à l'équipe nationale togolaise de rivaliser à l'international. Pour ce faire, durant leur formation, les instructeurs togolais ont appris à former d'autres entraîneurs, en gérant des cours, des sessions pratiques, et en évaluant les progrès. Des séminaires ont également permis aux experts de la FIFA d'échanger les meilleures pratiques et d'harmoniser les approches, en lien avec les conventions des confédérations comme la CAF (Confédération africaine de football).

« À travers cette participation, la direction technique nationale de la FTF renforce sa base de formateurs nationaux et consolide sa capacité à former des entraîneurs compétents au niveau local », s'est félicité la FTF.

Caleb Akponou

Coupe du monde 2026

48 équipes réparties en 12 groupes

L'on connaît depuis vendredi 5 décembre 2025 les différents groupes de la Coupe du monde 2026 (USA, Canada, Mexique). Organisé par la Fédération de Football Internationale Association (FIFA), le tirage au sort tenu au Centre John F. Kennedy à Washington, aux États-Unis, est intervenu en présence du représentant du Togo, Guy Akpovy, président de la Fédération togolaise de football (FTF).



Bien que n'étant pas qualifié à la Coupe du monde 2026, le Togo, en tant que membre de la FIFA, a été représenté par le président de la FTF à la cérémonie de tirage au sort. Ce grand rendez-vous sportif, qui a réuni les dirigeants du football mondial et plusieurs invités de marque, a permis de dévoiler la composition des différents groupes de la Coupe du monde.

Les quarante-huit (48) équipes participantes, dont quarante-deux (42) déjà qualifiées, sont réparties en douze (12) groupes. Parmi les équipes participantes du plus grand nombre d'équipes dans l'histoire de la Coupe du monde, l'on retrouve six (6) équipes africaines, à savoir : l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, la Tunisie, le

Sénégal, le Ghana et le Cap-Vert.

Quid de la répartition par groupe ?

Groupe A : Mexique, Afrique du Sud, Corée du Sud, barragiste Europe D, groupe B : Canada, barragiste Europe A, Qatar, Suisse, Groupe C : Brésil, Maroc,

Haïti, Écosse, Groupe D : USA, Paraguay, Australie, barragiste Europe C, groupe E : Allemagne, Curaçao, Côte d'Ivoire, Équateur, Groupe F : Pays-Bas, Japon, barragiste Europe B, Tunisie, Groupe G : Belgique, Égypte, Iran, Nouvelle-Zélande, Groupe H : Espagne, Cap-Vert, Arabie saoudite, Uruguay, Groupe I : France, Sénégal, Barragiste international 2, Norvège, Groupe J : Argentine, Algérie, Autriche, Jordanie, Groupe K : Portugal, barragiste international 1, Ouzbékistan, Colombie et le groupe L : Angleterre, Croatie, Ghana, Panama.

Brève historique de la Coupe du monde

Débutée en 1930, à l'initiative de Jules Rimet, président de la FIFA, la Coupe du monde a évolué d'une petite compétition de treize (13) équipes à l'événement sportif mondial que l'on connaît aujourd'hui. Malgré les interruptions dues à la Seconde Guerre mondiale, la Coupe du monde est depuis devenue une vitrine du football avec des formats de plus en plus ouverts et inclusifs. Pour les éditions 2026, elles seront au total 42 équipes nationales à prendre part à la Coupe du monde coorganisée par les USA, le Canada et le Mexique. Un record historique de participation qui traduit les avancées de cette compétition internationale.

Caleb Akponou

Open d'Abidjan

Le Togo décroche la médaille de bronze en judo

Le Togo fait parler de lui à l'Open d'Abidjan. L'athlète togolaise Noéline Koro a décroché le week-end dernier une médaille de bronze en judo.

Cette médaille qui place le Togo en troisième place sur le podium de cette discipline sportive, se veut un signe d'encouragement pour le judo national. À cette compétition internationale, la judoka togolaise alignée dans

la catégorie des +78 kg a réussi à livrer l'une de ses meilleures performances pour offrir au Togo sa seule médaille. Pour l'occasion, ils étaient au total 82 judokas issus de 19 pays et 4 continents. Cette prouesse, tant saluée, se veut un encouragement pour le judo national qui travaille depuis des années à positionner les athlètes togolais sur l'échiquier international.



L'athlète entouré de son staff technique

Axe Lomé-Burkina Faso-Niger

La géolocalisation et les systèmes d'information interconnectés pour un transport plus fluide

Axe incontournable dans l'approvisionnement de marchandises des pays du Sahel (Burkina Faso et Niger), la route qui relie Lomé à Niamey et à Ouagadougou a fait l'objet d'une étude visant à la rendre plus fluide et plus sécurisée pour la circulation des personnes et des biens. Initiée par l'Unité de coordination du projet du corridor économique (PCE-LON) sur financement de la Banque mondiale, l'étude a été validée le mercredi 3 et le jeudi 4 décembre 2025 à Lomé au cours d'un atelier.

La fluidité du trafic et la gestion du fret sur l'axe Lomé-Burkina Faso-Niger constituent un défi majeur dans un contexte où les dirigeants des trois États cherchent à sécuriser les échanges, réduire les délais de transit et renforcer la compétitivité du corridor ouest-africain. Vers un système de transport intelligent Afin de fluidifier les échanges de biens et de personnes sur le corridor Lomé - Ouagadougou-Niamey, l'étude technique conduite par un consultant international pour le

compte des trois pays membres du projet, a défini l'architecture technique, les bases de données, les coûts estimatifs et le dossier d'appel d'offres nécessaires au déploiement du futur STI. Selon les documents examinés, le dispositif reposera sur l'intégration de technologies de géolocalisation, de systèmes d'information interconnectés, de collecte de données en temps réel et de mécanismes numériques de gestion du trafic. Le projet devra notamment intégrer les enjeux sécuritaires qui persistent sur ces axes, afin de garantir une circulation plus sûre pour les biens et les personnes. Pour le secrétaire général du ministère des Transports, Dr Michel Komlan Tindano, ce « système de transport intelligent représente un levier essentiel pour favoriser la fluidité du transit, la transparence des opérations et



la digitalisation des procédures ». L'objectif à terme est de réduire les tracasseries routières sur cet axe d'échanges de premier plan pour les trois pays, de limiter les contrôles redondants, d'améliorer le partage d'informations entre administrations et de fluidifier la circulation du fret entre Lomé, Cinkassé, Ouagadougou et Niamey. En effet, le corridor constitue l'un des

principaux axes logistiques pour l'hinterland burkinabè et nigérien, alors que près de 90 % des marchandises destinées au continent transitent par voie maritime. Le projet STI s'inscrit dans la stratégie nationale visant à consolider le rôle du Port autonome de Lomé comme hub logistique régional. Il doit également appuyer les réformes engagées pour une mobilité plus sûre et réduire les coûts

logistiques, un enjeu central pour la compétitivité des opérateurs régionaux. Financé par la Banque mondiale à hauteur de 470 millions de dollars pour l'ensemble du corridor, dont 120 millions pour le Togo, le PCE-LON ambitionne d'améliorer la connectivité régionale et les infrastructures socio-économiques le long des trois capitales.

A.D. Alarba

« Opération Togo-Propre »

La dernière opération de l'année 2025 mobilise plusieurs personnalités dans le DAGL

L'opération citoyenne « Togo propre » du samedi 06 décembre 2025 a mobilisé le personnel et les services techniques du District autonome du Grand Lomé (DAGL), du ministère de la Justice et des Droits humains et de la commune du Golfe 2. Les opérations de salubrité ont également bénéficié de l'appui de l'Agence nationale d'assainissement et de salubrité publique (Anasap-Togo).

Pour la circonstance, le Garde des sceaux, ministre de la Justice et des Droits humains, Me Pacôme Adjourouvi, la gouverneure du DAGL, Zouréhatou Kassah-Traoré, le préfet du Golfe, Kossivi Agbodan, ainsi que les autorités administratives, militaires et locales se sont joints à l'action aux côtés des laborieuses populations du Golfe 2. Celles-ci ont procédé au nettoyage des artères du quartier Hedzranawoe et de ses environs, contribuant ainsi à l'amélioration de la salubrité de ces espaces publics pour la santé et le bien-être des populations.

« C'est véritablement une opération qui doit rassembler l'ensemble des citoyens togolais sur tout le territoire national. La propreté, tout comme l'hygiène publique, constitue une nécessité du quotidien », a déclaré Zouréhatou Kassah-Traoré. Tout en interpellant les treize (13) communes sur l'importance de maintenir cette dynamique, la gouverneure du DAGL a félicité et salué le ministre de la Justice et des Droits humains pour ses efforts et les diverses actions entreprises dans le cadre de la formation civique.

« Il est parfois difficile d'associer pleinement les riverains à ces initiatives, car ils n'en saisissent pas toujours l'importance. Avec l'appui du ministre de la Justice et des Droits humains, chargé de la formation civique, la sensibilisation se poursuivra de manière



Le ministre de la Justice Pacôme Adjourouvi et la gouverneure du DAGL ont participé aux opérations de salubrité

à faire comprendre aux populations qu'il est dans leur intérêt de vivre dans un environnement salubre

pour leur hygiène et leur bien-être», a-t-elle précisé. Le prochain rendez-vous est fixé au samedi

03 janvier 2026 pour la première opération de la nouvelle année 2026.

La rédaction



La **BANQUE** à **PORTÉE** de **MAIN.**



- ✓ SÉCURISÉ ET ACCESSIBLE
- ✓ ACCÈS À UN SERVICE CLIENT DÉDIÉ



Disponible gratuitement sur



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

